

Ford Blanquefort : la bataille continue



© Gilles Coulon / France 3 Aquitaine

La préfecture de Gironde a annoncé le rejet du plan de sauvegarde de l'emploi de Ford pour le site girondin, donnant ainsi un répit d'au moins deux semaines à un projet de rachat de l'entreprise.

Par SP avec AFP Publié le 29/01/2019 à 08:55 Mis à jour le 29/01/2019 à 10:27

Le jour n'est pas encore levé. Il est à peine 6 heures. Les équipes du matin arrivent pour prendre leurs postes. A l'heure de l'embauche, les salariés de Ford sont fatalistes, certains désabusés et commentent à peine le sursis obtenu après le rejet du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

"C'est fatiguant tout ça ! On est épuisé confie cette employée au micro de France 2 Bordeaux. "De toute façon, un jour où l'autre l'usine va fermer ajoute un de ses collègues , " même si pour nous c'est une petite victoire " chuchote un ouvrier .

Ford est maintenant obligé de revoir sa copie. Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été rejeté lundi par la direction du travail. 850 emplois sont en jeu. Ce sursis de plusieurs semaines laisse un espoir de reprise pour le site.

Ford "prend acte" mais ne fait pas de commentaire

Cette "décision", a expliqué sans détailler la préfecture de Gironde dans un communiqué, "a pour objectif de sécuriser l'ensemble des parties, en pointant la non-conformité de la procédure".

Interrogé par l'AFP, Ford s'est contenté de prendre "acte de la décision de la Dirrecte (Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi) sur le plan social soumis par Ford Aquitaine Industries".

Selon une source gouvernementale, cette décision laisse une quinzaine de jours à Punch pour

apporter les éléments qui manquaient encore pour "muscler son offre de reprise", notamment des lettres d'intention de clients. Après, "il y a encore un délai de décision de 21 jours qui est laissé à l'administration".

"Nous espérons que Punch mettra à profit ce répit et réussira à convaincre des industriels du secteur, constructeurs à lui signer des lettres d'intentions de commandes... ce que l'industriel Belge semble avoir du mal à produire" précise-t-on du côté de Bercy.

Une bonne nouvelle pour les syndicats

Les syndicats sont eux soulagés. Gagner du temps : C'est ce qu'ils espéraient. Pour Philippe Poutou, délégué CGT de Ford, la décision de lundi est "une bonne nouvelle. Ca va obliger Ford à revoir sa copie et à étudier plus sérieusement le projet de reprise par Punch défendu par les salariés". "Cela nous donne quelques semaines de plus pour renforcer les chances de sauver l'usine".

"Ce délai supplémentaire ne garantit pas de réussir car nous savons bien qu'il y a des difficultés aussi du côté du repreneur pour finaliser son projet de reprise, mais au moins la bataille peut continuer. L'espoir demeure pour nos emplois et les emplois induits", a-t-il ajouté.

Jean-Marc Chavant, délégué FO, élu au Comité d'entreprise, a également salué la "bonne nouvelle" qui "donne une chance à une reprise de l'usine qui permettrait de sauver environ 350 emplois. Mais on dit à Punch qu'il faut qu'il se dépêche à bien finaliser et sécuriser son offre pour que Ford puisse la valider".

Une bonne décision pour relancer la négociation

« Quand Ford dit que son plan social serait bien meilleur pour ses ouvriers qu'un repreneur, il oublie de parler des sous-traitants et des emplois indirects qui vont partir au chômage sans indemnités, insiste Francis Wilsius, conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine délégué à la restructuration économique et retraité de FAI.

L'ancien ouvrier de Ford approuve lui aussi la décision de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Ces quinze jours supplémentaires : " C'est un signe fort envoyé à Ford sur la détermination de l'Etat à trouver une solution de reprise c'est toujours quelques temps de gagné et pour Punch le repreneur éventuel de trouver des clients potentiels ".

Et Francis Wilsius de rappeler que la fermeture de l'usine entraînerait dans sa chute les sous-traitants :

"C'est la face cachée de l'iceberg. Derrière Ford, c'est aussi plusieurs centaines d'emplois indirects. Si on ferme, ces gens là n'auront pas les mêmes conditions de départ que les gens de Ford ".